

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Lyon, le 21/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FRAMATOME**

291 route de l'électrochimie  
38560 Jarrie

Références : 2026-Is001SPF  
Code AIOT : 0006102995

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement FRAMATOME implanté 291 route de l'électrochimie 38560 Jarrie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées en Auvergne-Rhône-Alpes concernant la vérification du respect de la réglementation pour le Plan de modernisation des installations industrielles (PMII) du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRAMATOME
- 291 route de l'électrochimie 38560 Jarrie
- Code AIOT : 0006102995
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de la société FRAMATOME, implanté au sein de la plateforme chimique de Jarrie, est dédié à la conception et à la fabrication d'éponges de zirconium pour les gaines qui entourent le combustible utilisé dans les installations nucléaires. Les premiers bâtiments ont été construits en 1961.

La principale production du site est la fabrication d'éponges de zirconium ( $ZrCl_4$ ). Des produits dérivés de la fabrication de zirconium sont également préparés en plus petites quantités comme des oxydes d'hafnium et de magnésium.

Le site FRAMATOME de Jarrie relève du régime de l'autorisation SEVESO « seuil haut » du fait principalement de l'emploi et de la fabrication de substances réagissant violemment avec l'eau. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral cadre d'autorisation n°2012081-0021 du 21 mars 2012 et par plusieurs arrêtés complémentaires.

#### Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
2	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
4	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
5	6) Modalités de suivi des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ouvrages soumis au PMII		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le vieillissement des installations (PMII) est pris en compte de manière satisfaisante par l'exploitant. Une attention particulière doit être portée aux évolutions de l'approvisionnement en chlore et de son cheminement, notamment la création de nouvelles tuyauteries, pour maintenir à jour la liste des équipements à suivre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a procédé à un recensement de ses équipements pour déterminer lesquels étaient concernés par la réglementation PMII. Ce recensement a eu lieu en 2011, peu après la publication de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en particulier sa section I. Ce recensement a abouti à une liste de 10 équipements :  Zone carbochloration : - 6 condenseurs chloreurs - Canalisation de gaz riches (effluents) - Structures supportant les tuyauteries inter-unités de gaz riches Zone « Usine » : - 1 tuyauterie de Chlore - Structures supportant les tuyauteries interunités de chlore  L'exploitant indique vérifier régulièrement que cette liste d'équipements est à jour. En particulier, une vérification complète du respect de la réglementation PMII a été réalisée au début de l'année 2025. Cette vérification a été confiée à l'organisme BUREAU VERITAS et a donné lieu à un rapport daté du 17 mars 2025. La liste initiale des équipements concernés a été confirmée sans modification : ni ajout ni retrait.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et</li> <li>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou</li> <li>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</li> <li>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</li> </ol> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et</li> <li>- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et</li> <li>- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a identifié des condenseurs chloreurs d'une capacité individuelle de 25m<sup>3</sup> comme étant des équipements soumis à la réglementation PMII. Ces 6 équipements sont identiques et situés dans le même bâtiment.</p> <p>Ces condenseurs chloreurs, qui font parti intégrante du processus de production, sont à considérer comme des "capacités".</p> <p>L'exploitant a identifié 2 tuyauteries soumises à la réglementation PMII.</p> <p>Il s'agit de la tuyauterie chlore de l'usine et de la tuyauterie inter-unités « gaz riches » (cette tuyauterie est en réalité une tuyauterie d'effluents gazeux fortement chargés en gaz polluants en direction d'un poste de traitement).</p>

Les difficultés récentes d'approvisionnement en gaz chlore ont contraint l'exploitant à modifier le cheminement de ce gaz vers l'usine.

En particulier, un poste de dépotage de bonbonne a été créé et une tuyauterie partant de ce poste pour rejoindre la tuyauterie chlore historique a été ajoutée (80m environ de tuyauterie). Cette modification a fait l'objet d'un porter à connaissance et d'une mise à jour de l'EDD, traitée par l'Inspection des installations classées en dehors du présent rapport.

Ce nouveau tronçon de tuyauterie est soumis au PMII.

L'exploitant a indiqué bien avoir pris en compte cette tuyauterie dans le cadre du PMII et a indiqué qu'il prévoyait de l'ajouter à la liste des équipements suivis très prochainement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** L'exploitant veille, notamment en cas de modification de son approvisionnement en chlore, à maintenir à jour la liste des équipements concernés par le PMII.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10

**Prescription contrôlée :**

(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

**Constats :**

L'exploitant a intégré les 6 condenseurs et les 2 tuyauteries décrites au constat précédent à sa liste des équipements suivi pour le PMII. Pour chacun d'entre eux, l'exploitant dispose d'une fiche de vie.

Celle-ci comporte notamment :

- Un état initial de chaque équipement concerné.
- La fréquence de contrôle à réaliser
- Les résultats des contrôles précédents identifier comme « à suivre »

Les fiches de vie de chaque condenseur chloreur ont été remises à jour en février 2025. Les fiches de vie des tuyauteries ont été remises à jour en février 2025. Chaque fiche de vie renvoie à un canevas listant les points de contrôle à effectuer

La gestion de la maintenance assistée par ordinateur a intégré les informations de ces fiches.

La date du dernier contrôle réalisé ainsi que la date prévisionnelle du prochain contrôle sont conservés dans un tableau ad hoc dédié au PMII.

Le dernier contrôle pour les condenseurs date du 8 avril 2025 et le prochain est planifié au 8 avril 2026 en respect de la fréquence annuelle.

Pour les tuyauteries, les dates du dernier contrôle sont les suivantes:

- tuyauterie chlore : dernier contrôle le 27 septembre 2024, prochain contrôle le 27 septembre 2027 (fréquence triennale),
- tuyauterie gaz riches : 12 mars 2025, prochain contrôle le 12 mars 2026 (fréquence annuelle).

Le cas échéant, chaque contrôle fait l'objet de travaux ou d'action corrective pour corriger les écarts constatés. Par sondage, il a été constaté qu'un rapport de contrôle antérieur demandait le changement d'un segment de tuyauterie « gaz riche » suite à une détection de fissures. Les travaux ont été réalisés la semaine suivant la détection et un nouveau contrôle réalisé ensuite atteste de l'efficacité du remplacement.

La tuyauterie récemment installée reliant le poste de dépotage de bonbonnes de chlore au réseau chlore historique ne fait pas l'objet d'une fiche de vie. L'exploitant a indiqué que celle-ci était en cours de création

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La nouvelle tuyauterie étant soumise au suivi PM2I, l'exploitant crée une fiche de vie pour la nouvelle tuyauterie et met en place un programme de contrôle adapté.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

**Constats :**

<p>L'exploitant a identifié 2 ouvrages soumis à la réglementation PMII.</p> <p>Il s'agit des structures supportant respectivement les tuyauteries de chlore et de gaz riches décrites ci-avant.</p> <p>A noter que le support de la tuyauterie Chlore n'est pas la propriété de l'exploitant mais du site Arkema, fournisseur historique du chlore. De ce fait, les contrôles et le suivi de cette installation sont réalisés par Arkema. L'exploitant prend connaissance des rapports et vérifie que la périodicité de contrôle est respectée.</p> <p>Concernant le nouveau tronçon de tuyauterie chlore, la structure porteuse devra être intégrée à la liste des ouvrages entrant dans le champ d'application de la réglementation PMII.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant reste vigilant quant au suivi du support propriété d'Arkema.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : 6) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>De façon similaire aux tuyauteries et aux condenseurs, les supports font l'objet de contrôle périodiques programmés par GMAO.</p> <p>Ce contrôle périodique est de la responsabilité d'Arkema pour la structure support de la tuyauterie Chlore.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>